

Le mercredi 30 septembre, plusieurs syndicats de la CGT justice étaient reçus par le garde des Sceaux. La CGT IP, **organisation majoritaire dans les SPIP**, y portait des demandes simples : **un vrai plan de recrutement pour combler les 1 200 postes vacants en SPIP**, la revalorisation quadriennale de l'IFSE pour les CPIP, un calendrier clair pour la réforme statutaire des DPIP, et la requalification des adjoint.e.s administratif.ive.s **sans exclure les emplois en SPIP**.

Au programme côté ministre : un photographe officiel pour immortaliser le moment, un budget 2027 présenté comme « historique » et **aucune réponse à nos questions**. Après que nos secrétaires se sont exprimées, le ministre leur a fait savoir qu'il ne leur parlerait pas si elles continuaient à lui parler sur ce ton.

Sur ce ton ? Celui de syndicalistes qui défendent des collègues épuisé.e.s : ferme, factuel, sans fioritures. Un ton qu'emploient nos collègues représentant les personnels de surveillance ou les syndicats de police, et là, pas de reproche : le ministre de la Justice dialogue, et dialoguait lorsqu'il était à l'Intérieur.

Mais avec la filière insertion et probation, il ne veut pas dialoguer.

Un mépris qui a un visage

La filière insertion et probation est l'une des plus féminisées de l'administration pénitentiaire. À l'ENAP, la 30e promotion de CPIP compte **85 % de femmes** (78 sur 92) et la 19e promotion de DPIP 14 femmes pour 4 hommes. Là où la dernière promotion de surveillants compte 30 % de femmes.

Demander à des femmes de « baisser le ton » quand elles contredisent, c'est une **pratique patriarcale** que nous connaissons bien. Et c'est un **mépris** pour toutes les collègues, CPIP, DPIP, assistantes sociales, personnels administratifs, qu'elles représentent.

Des moyens pour les murs, des leçons pour les SPIP

Dans le budget 2026, l'administration pénitentiaire pèse **42,5 % des crédits de la mission Justice** (5,55 milliards d'euros). Où va l'argent ?

- **Près de 30 % de toute la mission Justice** (3,9 Md€) pour la seule action « garde et contrôle ».
- **559 M€** de crédits de paiement pour l'immobilier pénitentiaire (679 M€ en autorisations d'engagement, + 19,5 %), dont **plus des deux tiers pour construire de nouvelles places de prison**.
- **Les personnels de surveillance** : les trois quarts des emplois du programme, 586 postes créés et **31,5 M€ sur 35 M€** de mesures catégorielles.

Nous ne les opposons pas aux collègues personnels de surveillance, qui ont aussi besoin de moyens. Nous disons qu'on ne peut pas oublier la deuxième jambe de l'administration. Le budget 2027 est « historique », mais il est **tourné vers les établissements et sans renforcement des moyens en SPIP**.

NOUS NE BAISSERONS PAS LE TON.

Du 3 au 10 décembre 2026, aux élections professionnelles, envoyons au ministre un message qu'il ne pourra pas ignorer.

Pour une justice humaniste et contre un SPIP surexploité : VOTEZ CGT !

Sources

CGT IP, communiqué « Entre patriarcat et mépris » : <https://www.cgtspip.org/entre-patriarcat-et-mepris-la-cgt-ip-claque-la-porte-du-ministere/>

ENAP, 30e promotion de CPIP (2025) : <https://www.enap.justice.fr/sites/default/files/2025-10/DRD/DSD%20CPIP%2030%20corrigé.pdf>

ENAP, 19e promotion de DPIP (2025) : <https://www.enap.justice.fr/sites/default/files/2025-12/DRD/DSD%20DPIP%2019.pdf>

ENAP, 222e promotion de surveillants (2025) : <https://www.enap.justice.fr/sites/default/files/2025-11/DRD/DSD%20222%20SVT.pdf>

Assemblée nationale, rapport spécial mission Justice, projet de budget 2026 : <https://www.assemblee-nationale.fr/dvn/ouverture/RAPPANR5L17B1996-tIII-a29.html>

Sénat, commission des lois, programme Administration pénitentiaire, budget 2026 : <https://www.senat.fr/rap/a25-145-6/a25-145-6-syn.pdf>



Du 3 au 10 décembre 2026

Pour une justice humaniste et contre un SPIP surexploité



VOTEZ